



## DECISION DE NON OPPOSITION D'UNE DECLARATION PREALABLE

DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

### **Dossier n° DP 25 410 25 C 0009**

Demande déposée le : **12 juin 2025**  
Affichée en mairie le : **12 juin 2025**

Par : **Monsieur Antoine BOUDAY**  
Demeurant : **18, rue du Commerce -25660- MORRE**

Pour : **Edifier une palissade et un portail, 6 fenêtres de toit ainsi que l'agrandissement d'une fenêtre**

Surfaces de planchers créées: **0 m<sup>2</sup>**

Sur un terrain sis : **18, rue du Commerce -25660- MORRE**

Cadastré : **AC 26**

### **Le maire de Morre,**

Vu la demande de déclaration préalable sus visée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,  
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 22/12/2009, modifié le 22/12/2016, zone U,  
Vu l'avis du service gestion du Domaine Public du Grand Besançon Métropole en date du 16/06/2025,

Considérant les articles U3 et U11 du règlement plan local d'urbanisme.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1**

La présente déclaration préalable fait l'objet **d'une décision de non opposition** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

#### **Article 2**

#### **ACCES ET VOIRIE :**

Si l'alignement de la parcelle (limite domaine privé/domaine public) objet des travaux n'est pas clairement défini par un bornage récent ou n'a pas fait l'objet d'un arrêté d'alignement individuel, ce dernier devra être sollicité auprès des services du GBM avant toute implantation de la clôture.

#### **ASPECT EXTERIEUR :**

La reprise d'encadrement de la baie sera immédiatement ragraée de façon identique à l'existant afin de ne laisser aucune trace de ciment. L'huissierie devra être identique à celles existantes. Les couleurs vives, brillantes ou réverbérants sont interdites.

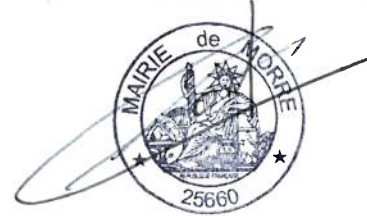
La présente décision est transmise au représentant de l'état dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa réception par le Représentant de l'Etat (L.424-7 du Code de l'Urbanisme).

**M. PONT Hervé - Conseiller  
MAIRIE DE MORRE**

**Fait à Morre le,**

**18 JUIN 2025**

**"Par délégation du Maire"**



**Informations :**

Le terrain est concerné par :

- par le risque sismicité aléa modéré, tous projets de création, extension ou surélévation de bâtiments d'habitations soumis à permis de construire pour lesquels la mission PS de contrôle technique est obligatoire. articles L 132-2, L 122-11, R 125-17 et R 132-2 du CCH (ex L 112-18, L 112-19, R 111-38 et R 112-1) arrêté du 22/10/2010 attestation à fournir en fin de travaux pour tous les travaux de création, extension ou surélévation de bâtiments d'habitations soumis à permis de construire pour lesquels la mission PS de contrôle technique est obligatoire. La mission PS de contrôle technique dans le Doubs est obligatoire pour :
- les immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 m, en zones de sismicité 4,
- les bâtiments collectifs dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 28 m en zones de sismicité 2, 3 ou 4.

<https://www.ecologie.gouv.fr/batiment-et-risques-naturels>

<https://www.doubs.gouv.fr/content/download/31169/196473/file/Le%20risque%20sismique.pdf>

- Le Plan de Prévention des Risques Naturels Mouvements de terrain approuvé le 27/07/2012, zone bleue,
- zone soumise à l'aléa glissement de terrain aléa faible,
- le phénomène de retrait gonflement des argiles, aléa moyen,
- servitude T5, aéronautique,
- Route à Grande Circulation RN2010 (tampon),
- Classement Sonore (2021) empreinte réseau routier,
- zone de présomption archéologique. Toute découverte archéologique de quelque nature qu'elle soit doit être signalée immédiatement à la DRAC (service régional de l'archéologie, 03.81.65.72.00) soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie.

**Nota Bene :**

Il est obligatoire de procéder à l'affichage de l'autorisation de construire sur le terrain, il vous appartient de déposer en mairie les déclarations d'achèvement des travaux.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis ou de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

-installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

-dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droits des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions du droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue à l'article L.242-1 du code des assurances.

Envoyé en préfecture le 18/06/2025

Reçu en préfecture le 18/06/2025

Publié le



ID : 025-212504104-20250618-DP2025\_0009-AR